



## European Apparel and Textile Confederation

24 rue Montoyer – Boite 10 - B – 1000 Brussels

☎ : + 32.2.285.48.83 – Fax : +32.2.230.60.54

✉ : [francesco.marchi@euratex.eu](mailto:francesco.marchi@euratex.eu)

Web-site : [www.euratex.eu](http://www.euratex.eu)

ONSS : 000-0289268-54 - Cie Assurances AT : 84/36863

Caisse d'allocations familiales : 13/001239000/0000000

Secretariat Social d'Entreprises : 300/032010

# STATUTS

(Version Française)

-----

## CHAPITRE I: DENOMINATION, SIEGE, OBJET

### Art. 1 - Dénomination

La Dénomination sociale de l'Association internationale sans but lucratif est : « Confederation Européenne de l'Habillement et du Textile » (en anglais « European Apparel and Textile Confederation »), en abrégé dans les deux langues « EURATEX »

### Art. 2 - Siège

Le siège d'EURATEX est établi dans la ville où se trouve le siège de la Commission de l'Union Européenne. Le siège actuel est rue Montoyer, 24, boîte 10 à 1000 Bruxelles, Belgique

### Art. 3 - Objet

Les associations nationales industrielles et les branches européennes du textile et de l'habillement ont confié à EURATEX le soin de les représenter au niveau de l'Union Européenne et d'assurer la défense et la promotion de leurs intérêts communs. Elles s'engagent, du fait de leur participation, à coopérer activement et sincèrement avec EURATEX et à contribuer au succès d'EURATEX dans un esprit de franchise et de transparence. De son côté, EURATEX s'engage à prendre en compte et à respecter les intérêts de ses membres.

EURATEX est le porte-parole de l'ensemble de ses organisations membres pour les problèmes d'intérêt commun.

Sur le plan général, sa mission est:

3.1. de définir et de défendre, auprès des Autorités Publiques communautaires et internationales (par exemple : OMC) les mesures nécessaires visant à promouvoir le développement national et international, la compétitivité et la croissance durable, principalement des entreprises de l'Industrie;

- 3.2. de veiller et contribuer à l'application des accords bilatéraux et multilatéraux conclus par l'Union Européenne, en vue de créer des conditions équitables de concurrence loyale et d'accès aux marchés entre les pays signataires et/ou des parties prenantes respectives au niveau sectoriel;
- 3.3. de favoriser une politique d'alliance avec les secteurs associés (comme par exemple les constructeurs de matériel, l'industrie chimique, la distribution ... etcetera.) afin de créer entre eux une plus grande synergie;
- 3.4. d'élaborer et promouvoir une véritable politique de l'innovation, inscrite dans la durabilité et la flexibilité, comportant des volets recherche technologique, transferts de technologie, formation professionnelle, etcetera ;
- 3.5. de promouvoir, auprès des pouvoirs publics, des médias et des décideurs économiques en général, l'image d'une industrie dynamique et d'avenir ;
- 3.6. de mettre à la disposition des membres l'information nécessaire aux fins de faciliter les prises de décisions ;
- 3.7. et de mener toutes activités qui peuvent contribuer d'une manière générale à la réalisation des objectifs à vocation supranationale énumérés dans les paragraphes précédents.

## **CHAPITRE II: MEMBRES, ADMISSION, DEMISSION ET EXCLUSION**

### **Art. 4 - Membres pléniers**

Peuvent être membres pléniers:

- 4.1. les associations nationales industrielles intertextiles et/ou d'habillement des pays de l'Union Européenne.
- 4.2. les associations européennes de branche de l'industrie textile/habillement des pays de l'Union Européenne.
- 4.3. les associations nationales industrielles intertextiles et/ou d'habillement des pays de l'AELE ou des pays avec lesquels l'Union Européenne est en Union Douanière.

### **Art. 5 - Membres associés**

Peuvent être membres associés:

- 5.1. les associations nationales industrielles intertextiles et/ou d'habillement de pays avec lesquels l'Union Européenne a conclu des accords préférentiels ou d'association.

### **Art. 6 - Membres correspondants**

Peuvent être membres correspondants:

- 6.1. les sociétés ou organisations représentatives des secteurs associés à l'industrie textile/habillement dans les pays de l'Union Européenne, de l'AELE ou des pays avec lesquels l'Union Européenne a une Union Douanière;
- 6.2. les sociétés multinationales industrielles affiliées à au moins un membre plénier d'EURATEX et dont le chiffre d'affaires européen est supérieur à 250 millions d'Euros.

## **Art. 7 - Admission de nouveaux membres**

7.1. L'Assemblée Générale statue souverainement sur l'acceptation de nouveaux membres.

7.2. Les candidatures doivent être adressées par écrit au Président, au moins deux mois avant la tenue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en la matière, et doivent être accompagnées de tout élément d'information qui puisse être utile au Conseil, tel qu'il est défini dans l'article 15 ci-dessous, pour permettre à l'Assemblée de prendre une décision en toute connaissance de cause.

7.3 L'Assemblée Générale fonde, en particulier, sa décision sur la cotisation annuelle que les candidats peuvent apporter à la réalisation de l'objet d'EURATEX, tel que décrit à l'article 3 des présents statuts.

## **Art. 8 - Démission et exclusion des membres**

La qualité de membre se perd:

8.1. par la démission adressée au Président par lettre recommandée, six mois avant le terme de l'année financière;

8.2. par l'exclusion prononcée par l'Assemblée, pour toute action contraire aux intérêts d'EURATEX, celle-ci devant être recommandée par le Conseil et motivée aux membres dans la convocation de l'Assemblée Générale qui devra statuer sur l'exclusion. Le membre faisant l'objet de la proposition d'exclusion aura le droit de demander que ses vues soient communiquées aux membres. Le membre dont l'exclusion est proposée a le droit de demander l'inscription de points de vue comme il le juge approprié dans la notification faite à l'Assemblée Générale. Le membre concerné aura le droit de participer et d'intervenir au cours de l'Assemblée Générale avant que l'exclusion ne soit prononcée;

8.3. par non-paiement de cotisation dans les 6 mois de sa facturation, sauf circonstances exceptionnelles notifiées par lettre recommandée au Président du Conseil et acceptées par le Conseil;

8.4. les membres démissionnaires ou exclus restent débiteurs des cotisations pour l'exercice en cours, mais ne peuvent prétendre à aucun droit sur les avoirs d'EURATEX.

## **Art. 9 - Droits et obligations des membres**

9.1. A condition qu'ils aient remplis toutes leurs obligations conformément aux présents statuts, et outre les droits qui leur sont reconnus par la loi, les membres pléniers disposent des droits suivants (à condition qu'ils aient respectés leurs obligations):

- droit de vote en Assemblée Générale tel qu'établi à l'article 13 des présents statuts ;
- droit de participation de plein droit à toutes les activités de la Confédération (réunions, groupes de travail, conférences...etcetera) et désignent à cet effet la (ou les) personne(s) chargée(s) de les représenter ;
- droit d'expression sur toutes les positions de la Confédération ;
- droit de consulter les services d'EURATEX pour toutes questions relatives aux objectifs de la Confédération ;

9.2. Les membres associés et correspondants disposent des droits suivants :

- droit de participation de plein droit à toutes les activités de la Confédération (réunions, groupes de travail, conférences...etcetera) et désignent à cet effet la (ou les) personne(s) chargée(s) de les représenter ;
- droit d'expression sur toutes les positions de la Confédération ;
- droit de consulter les services d'EURATEX pour toutes questions relatives aux objectifs de la Confédération ;

9.3. Tous les membres sont tenus :

- au paiement de leur cotisation annuelle calculée selon les règles établies par l'Assemblée Générale conformément aux dispositions des présents statuts et des critères de répartition définis dans le Règlement d'Ordre Intérieur ;
- au respect des présents statuts, et notamment des règles de déontologie telles qu'établies au Chapitre IX, articles 22 et 23 des présents statuts, ainsi qu'aux règles du Règlement d'Ordre intérieur;
- d'informer EURATEX des évolutions importantes concernant leur secteur (Textile et/ou Habillement) dans leur pays/branche (droit, statistiques, économie, tendances...etcetera), ainsi que de leurs activités dans le domaine des objectifs de la Confédération ;
- d'encourager leurs membres/filiales/associés/partenaires à prendre connaissance des activités de la Confédération et à contribuer activement à ses activités au travers du membre de la Confédération.

9.4. Les Membres qui ne paient pas leur cotisation annuelle dans les conditions prévues à l'article 8.3 des présents statuts et au Règlement d'Ordre Intérieur, devront être exclus de l'association par l'Assemblée Générale, conformément à l'article 11.3 des présents statuts. Les dispositions ci-dessous sont également applicables :

- Dès que les dispositions sur la « procédure de paiement et sanctions » du Règlement d'Ordre Intérieur sont appliquées, les membres qui ne paient pas leur cotisation annuelle perdront leurs droits de vote, s'ils existent, dans toutes les matières portant sur les activités de l'association, à l'exception des matières énumérées dans le Règlement d'Ordre Intérieur, et ceci tant que les obligations liées au paiement de cette cotisation annuelle ne seront pas respectées dans leur entièreté.
- Un membre reste redevable de sa cotisation annuelle jusqu'à sa démission ou son éviction effectives, conformément à l'article 8 des présents statuts.

9.5. Un membre évincé conformément à l'article 9.4 des présents statuts ou démissionné peut être réintégré dans ces droits ou voir son adhésion renouvelée à condition que toutes les cotisations dues, indépendamment de la cotisation annuelle pour l'année en cours, soient payées. La requête en vue de sa réintégration dans ses droits ou de son adhésion nouvelle doit être notifiée par écrit au Vice-président Trésorier et accepté par le Conseil d'Administration avant d'être soumise au vote de l'Assemblée Générale, en cohérence avec les dispositions prévues dans le Règlement d'Ordre Intérieur.

## CHAPITRE III: ASSEMBLEE GENERALE

### **Art. 10 - Composition**

L'Assemblée Générale est composée des membres pléniers, et des membres associés. Les membres correspondants y sont invités sur décision du Conseil.

### **Art. 11 - Compétences**

L'Assemblée Générale est la seule autorité d'EURATEX dans les domaines de compétence définis ci-dessous:

- 11.1. toute modification des statuts;
- 11.2. la déclaration de la dissolution de la Confédération, dans le respect des dispositions légales en vigueur dans le pays où l'Association a son siège;
- 11.3. l'admission ou l'exclusion des membres;
- 11.4. l'approbation des comptes annuels;
- 11.5. l'adoption du budget, des cotisations annuelles et des modalités de perception de ces cotisations;
- 11.6. le quitus accordé au Président et au Conseil ;
- 11.7. l'élection du Conseil qui se fera sur base de recommandations du Conseil sortant;
- 11.8. toute décision touchant aux intérêts de l'ensemble de l'industrie représentée, conformément à l'article 22 des présents statuts;
- 11.9. communication des priorités du Conseil pour les 12 mois suivants.

### **Art. 12 - Convocation**

- 12.1. L'Assemblée Générale se réunit une fois par an, avant le 30 juin.
- 12.2. Chaque Assemblée Générale a lieu au jour, heure et endroit mentionnés dans la lettre d'invitation qui doit être envoyée au moins quatre semaines avant sa tenue.
- 12.3. Tout point spécifique qu'un membre plénier, ou membre associé souhaite inscrire à l'ordre du jour doit être notifié au Conseil par lettre recommandée envoyée au moins trois semaines avant la date de cette Assemblée Générale.
- 12.4. L'Assemblée ne peut valablement décider que sur les points inscrits à l'ordre du jour, sauf, dans des circonstances exceptionnelles, sur proposition du Conseil au début de l'Assemblée Générale.
- 12.5 A l'initiative du Conseil ou à la suite d'une demande formelle dûment justifiée et présentée par des membres pléniers réunissant plus de 25 % des droits de vote, des Assemblées Générales Extraordinaires peuvent être convoquées à condition que les règles définies dans les articles 12.2, 12.3 et 12.4 des présents statuts soient respectées.

### **Art. 13 - Droit de vote**

13.1. L'Assemblée Générale fera son possible pour parvenir à un consensus conformément à l'article 22.1 des présents statuts.

13.2. Les membres pléniers disposeront d'une voix par 10.000 euros ou partie de 10.000 euros de leur cotisation annuelle à régler pour l'année au cours de laquelle le droit est exercé (c'est-à-dire jusqu'à 10.000 euros de cotisation – 1 voix; 10.001/20.000 euros – 2 voix; etcetera)

13.3. Toute décision soumise au vote et relevant des compétences prévues aux articles 11.1, 11.2, 11.7 et 11.8 des présents statuts doit être prise à la majorité des 3/4 des voix des membres habilités à voter dont 2/3 au moins sont présents ou représentés à condition que cette représentation ait été communiquée par écrit au Conseil avant la tenue de l'Assemblée Générale.

13.4. Toute décision, autre que celles prévues à l'article 13.3 des présents statuts, sera prise à la majorité des 2/3 des voix des membres présents ou représentés nommément.

### **Art. 14 - Registre**

14.1. Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans un registre des actes de la Confédération, sous forme de procès-verbaux, signés par le Président. Le registre est conservé au siège social de la Confédération, où tous les associés peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre.

14.2. Tous associés ou tiers justifiant d'un intérêt peuvent demander des extraits signés par le Président du Conseil.

## **CHAPITRE IV: LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **Art. 15 - Composition du Conseil d'administration**

15.1 The Confederation's administration is carried out by a Board of Directors, hereafter ~~also~~ called "Board", representing the full members as defined in Article 4 of the Statutes. All full members have the right to have at least one Board member according to the level of their annual membership fee as laid down in the Internal Regulations. Among the Board members to be elected by the General Assembly, according to Articles 11.7 and 16.9 of the present Statutes and provision set in the Internal Regulations, there is: a President, two Vice-Presidents and a Vice-President Treasurer (each of whom to be from a full member). The Board may also count a maximum of three honorary Presidents (who must be former Presidents of EURATEX and be unanimously elected by the General Assembly under unanimous proposal from the Board)

15.2. Toute fonction au Conseil sera assumée pour une durée de deux ans et sera renouvelable. Hormis pour le Président, les Vice-Présidents et le Vice-Président Trésorier, cette fonction prendra fin au 30 juin de la deuxième année.

15.3. En cas de vacance, un remplaçant sera nommé par le Conseil, afin d'achever le mandat du membre du Conseil sortant, sous réserve de confirmation par l'Assemblée Générale suivante.

### **Art. 16 - Fonctionnement du Conseil d'Administration**

16.1. Le Conseil est convoqué en réunion par le Président et, en cas de carence, par les Vice-Présidents, au moins quatre fois par an.

16.2. Le Conseil ne délibère valablement que si plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents ou représentés. Un membre du Conseil peut se faire représenter par un autre membre du Conseil qui ne peut cependant être porteur de plus d'une procuration.

16.3. Le Conseil fera son possible pour parvenir à un consensus conformément à l'article 22.1 des présents statuts. En l'absence de consensus, les décisions du Conseil doivent être adoptées par une majorité d'au moins 2/3 des membres présents ou représentés conformément aux règles du Règlement d'Ordre Intérieur régissant les droits de vote. Sauf circonstances exceptionnelles, le Conseil ne doit pas prendre des décisions sur des questions qui n'ont pas été portées à sa connaissance par écrit au moins 15 jours avant sa réunion.

16.4. Si cela s'avère nécessaire, et conformément aux dispositions prévues à l'article 16.3 des présents statuts ainsi que les règles prévues par le Règlement d'Ordre Intérieur, les administrateurs peuvent utiliser leurs droits de vote à condition que les membres qu'ils représentent aient payé leur cotisation annuelle, conformément aux dispositions du Règlement d'Ordre Intérieur.

16.5 Le Président préside les Conseils. En cas d'absence, le Président est remplacé par un des Vice-Présidents et en leur absence, par le Vice-Président Trésorier.

16.6. Les leaders des Task Forces, telles que définies à l'article 21 des présents statuts, peuvent être invités par le Président à siéger lors des délibérations du Conseil, en fonction des points de l'ordre du jour. Ils participent aux travaux à titre consultatif.

16.7. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour décider de tout acte non réservé à l'Assemblée Générale.

16.8. Le Conseil, d'initiative ou sur recommandation, opte pour les orientations et les lignes directrices de la politique générale en vue d'atteindre les objectifs de la Confédération.

16.9. Sous réserve des dispositions des articles 8.2 et 22.3 des présents statuts, le Conseil adopte l'ordre du jour de l'Assemblée Générale sur recommandation du Directeur Général.

16.10. Le Conseil propose à l'Assemblée Générale le nom des candidats pour les postes de Président, de Vice-Présidents, de Vice-Président Trésorier et des autres membres du Conseil. A cet effet, le Conseil enverra une liste préliminaire aux membres pléniers au plus tard trois semaines avant l'Assemblée Générale. Toute proposition des membres sera prise en considération et intégrée dans la proposition soumise à l'Assemblée Générale, compte-tenu des conditions de l'article 15.1 des présents statuts.

16.11. Le Conseil nomme et révoque les leaders des Task Forces.

16.12. Le Conseil nomme et révoque le Directeur Général sur proposition du Président et décide de ses conditions de travail.

16.13. Le Conseil pourra désigner des chargés de missions en vue de la réalisation d'un objectif particulier de l'objet social. Il contrôlera la gestion et les actes de ceux-ci.

16.14. Le Conseil adopte et propose le budget et le montant des cotisations annuelles et les soumet à l'Assemblée Générale.

16.15. Sans préjudice d'actes de gestion journalière et des autres cas prévus par les présents statuts, le Conseil représente la Confédération vis-à-vis des tiers ainsi qu'en justice tant en

demandant qu'en défendant. Il peut déléguer des pouvoirs au Directeur Général conjointement avec le Président ou avec tout autre personne membre du Conseil ou non.

#### **Art. 17 - Cessation des fonctions des membres du Conseil d'Administration**

17.1. Les Membres du Conseil d'Administration sont libres de démissionner à tout moment par courrier recommandé adressé au Conseil. En vue de ne pas causer de préjudice à la Confédération, les Membres du Conseil démissionnaires achèvent leur mandat jusqu'à leur remplacement par l'Assemblée Générale.

17.2. Même si leur mandat est à durée déterminée, les Membres élus du Conseil sont révocables à tout moment par l'Assemblée Générale. La révocation d'un administrateur est prononcée par l'Assemblée Générale (si nécessaire convoquée en session extraordinaire) à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, sur base d'une proposition du Conseil.

17.3. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale à la majorité simple, tout Membre du Conseil représentant un membre plénier qui démissionne *ou* est révoqué de la Confédération est considéré comme étant également démissionnaire *ou* révoqué de son poste de Membre du Conseil.

17.4. Dans tous les cas, tous les actes de nomination, de révocation et de cessation des fonctions de Membre du Conseil doivent être joints au dossier tenu, au nom de l' Association Internationale sans but lucratif, auprès du Service public fédéral Justice; leur opposabilité aux tiers sera également soumise aux règles de publicité édictées par les dispositions légales belges applicables;

### **CHAPITRE V: LE PRESIDENT ET LES VICE-PRESIDENTS**

#### **Art. 18 - Le Président et les Vice-Présidents**

18.1. Le Président et les Vice-présidents sont élus par l'Assemblée Générale; hormis pour les premiers Présidents, Vice- Présidents et Vice-Président Trésorier, nommés à la signature des présents statuts (dont le mandat s'achève au 31 décembre de l'année de la signature des présents statuts), leur mandat est de deux ans, prorogeable une fois. Cette fonction prendra fin au 31 décembre de la deuxième année du mandat de deux ans.

18.2. Le Président, qui doit être un dirigeant d'une entreprise industrielle du secteur, représente la Confédération dans toutes les démarches officielles sur base des directives du Conseil.

18.3. Le Président est assisté par deux Vice-Présidents, eux-mêmes dirigeants d'une entreprise industrielle, un d'un autre secteur que celui du Président, secteur se référant ici au textile ou à l'habillement. Le Président peut, s'il le désire, déléguer ses fonctions aux Vice-Présidents ou, pour des problèmes spécifiques, au Directeur Général.

18.4. Le Président préside les travaux de l'Assemblée Générale; en cas d'empêchement, il est remplacé dans cette fonction par un des Vice-Présidents ou, en leur absence, par le Vice-Président Trésorier.

18.5. Le Président s'assure de la bonne gestion de la Confédération et rend compte au Conseil.

## CHAPITRE VI: LE VICE-PRESIDENT TRESORIER

### **Art.19 - Le Vice-Président Trésorier**

19.1. Le Vice-Président Trésorier est élu par l'Assemblée Générale; son mandat est de deux ans, renouvelable une fois. Cette fonction prendra fin au 31 décembre de la deuxième année du mandat de deux ans.

19.2. Le Vice-Président Trésorier établit et contrôle les procédures comptables internes.

19.3. Le Vice-Président Trésorier prépare, en coopération avec le Directeur Général, le budget annuel et le soumet au Conseil.

19.4. Le Vice-Président Trésorier surveille également l'exécution du budget et présente annuellement à l'Assemblée Générale les résultats de l'exercice précédent, ainsi que le bilan en fin de l'année précédente. L'année financière se clôture le 31 décembre de chaque année.

19.5. Le Vice-Président Trésorier propose au Conseil la base des cotisations annuelles.

## CHAPITRE VII: SECRETARIAT

### **Art. 20 - Directeur Général**

20.1. Dans tous les actes relevant de la gestion journalière, la Confédération est valablement représentée à l'égard des tiers par le Directeur Général, qui exerce sa mission suivant les directives du Conseil.

20.2. La durée du mandat du Directeur Général est indéterminée sauf sur décision contraire du Conseil. Son contrat de travail est régi par la loi belge.

20.3. Le Conseil confie au Directeur Général tous les pouvoirs nécessaires pour la gestion journalière de la Confédération, comprise au sens large, et comportant notamment:

20.3.1. les quittances et les décharges envers l'administration des postes, télégraphes et téléphones et envers les sociétés des chemins de fer et les compagnies aériennes,

20.3.2. l'ouverture des comptes à l'office des chèques postaux et dans les banques,

20.3.3. la signature de toutes pièces bancaires et assimilées, après approbation formelle par écrit du Vice-président Trésorier pour les montants dépassant les limites fixées par le Règlement d'Ordre Intérieur,

20.3.4. les paiements du personnel et toutes les opérations y afférentes (application des lois sociales et fiscales, etcetera)

20.3.5. l'acquisition du matériel et des fournitures nécessaires à l'accomplissement des missions du Secrétariat,

20.3.6. les engagements envers les tiers qui sont en liaison directe avec ces missions,

20.3.7. toute opération pour laquelle un mandat spécifique du Conseil lui a été confié.

20.4. Le Directeur Général remplit la fonction de secrétaire du Conseil et prépare les ordres du jour de ses réunions en consultation avec le Président.

## CHAPITRE VIII - TASK FORCES

### **Art. 21 - Task Forces**

21.1. Le Conseil peut décider de la création de Task Forces, dont la mission est de préparer des recommandations d'ordre stratégique dans les domaines qui sont de leur compétence pour soumission au Conseil qui prendra les décisions dans le cadre de ses compétences définies à l'article 16 des présents statuts.

21.2. Les Leaders de Task Force sont nommés par le Conseil et la durée de leur mandat est de trois ans renouvelable à la discrétion du Conseil.

21.3. Les Task Forces décident de leurs modalités de travail, en coopération avec le Directeur Général.

## CHAPITRE IX - REGLES DE DEONTOLOGIE

### **Art. 22 - Règles de déontologie**

22.1. D'une manière générale, EURATEX et ses membres pléniers feront leur possible pour prendre les décisions politiques et stratégiques les plus importantes et d'intérêt commun à l'unanimité.

22.2. Les membres pléniers porteront à la connaissance d'EURATEX (et préalablement à toute action vis-à-vis des instances européennes et pour autant qu'une telle divulgation ne mette pas en péril les intérêts des entreprises concernées) toutes les initiatives pouvant avoir un impact sur les intérêts généraux de l'ensemble de l'industrie représentée par EURATEX. EURATEX provoquera sans délai les consultations nécessaires entre les parties directement ou indirectement concernées et, en cas de désaccord, œuvrera pour rechercher un consensus.

22.3. Au cas où il n'existerait aucun consensus dans un délai de 30 jours à partir de la notification, EURATEX pourra convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire conformément aux dispositions de l'article 12.5 des présents statuts, et soumettra le différend au vote selon la procédure prévue aux articles 13.3 et 13.4 des présents statuts.

22.4. En aucun cas et quel que soit le résultat du vote, EURATEX ne pourra empêcher l'action envisagée par l'un de ses membres. Toutefois, EURATEX pourra faire valoir auprès des autorités compétentes l'opinion dûment justifiée de la majorité de ses membres.

### **Art. 23**

Les membres effectifs et associés et EURATEX s'engagent conjointement à ne pas s'exprimer publiquement dans le cas de différends internes ou, plus généralement, de manière contraire aux politiques soutenues par EURATEX et approuvées par une majorité d'entre eux tel que défini à l'article 13, sauf exception prévues à l'article 22 des présents statuts.

## CHAPITRE X: DISPOSITIONS DIVERSES

### **Art. 24 - Règlement d'ordre intérieur**

Un règlement d'ordre intérieur sera présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale pour approbation et définira toutes dispositions qui ne sont pas réglées dans les présents statuts.

Toute modification du Règlement d'Ordre intérieur doit être approuvée par le Conseil à la majorité simple des droits de vote présents et représentés puis ratifiée par l'Assemblée Générale à la majorité qualifiée des 2/3 des droits de vote présents et représentés.

### **Art. 25 - Dissolution**

Après dissolution de la Confédération et paiement des dettes et obligations de la Confédération, les membres n'auront aucun droit sur l'actif net de la Confédération. Celui-ci sera transféré à une ou plusieurs organisations, sélectionnée(s) par les membres de la Confédération lors la dissolution, à condition qu'elle(s) aie(nt) un objet identique à celui de la Confédération dissoute et qu'elle(s) s'interdise(nt) la distribution de revenus ou de profits à ses membres. Dans l'hypothèse où ceci ne pourrait être réalisé, l'actif net sera versé à une œuvre charitable choisie par l'Assemblée Générale.

### **Art. 26 - Droit applicable**

Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts est réglé conformément aux dispositions de la Loi belge.

Bruxelles, le 29 mai 2013

---



## European Apparel and Textile Confederation

24 rue Montoyer – Boite 10 - B – 1000 Brussels

☎ : + 32.2.285.48.83 – Fax : +32.2.230.60.54

✉ : [francesco.marchi@euratex.eu](mailto:francesco.marchi@euratex.eu)

Web-site : [www.euratex.eu](http://www.euratex.eu)

ONSS : 000-0289268-54 - Cie Assurances AT : 84/36863

Caisse d’allocations familiales : 13/001239000/0000000

Secretariat Social d’Entreprises : 300/032010

# STATUTES

(English version)

-----

## CHAPTER I: DENOMINATION, HEADQUARTERS, OBJECTIVE

### **Art. 1 - Designation**

The international non-profit-making association is named “Confederation Européenne de l’Habillement et du Textile” (in English “European Apparel and Textile Confederation”), abbreviated in both languages to “EURATEX”.

### **Art. 2 – Headquarters**

EURATEX’s headquarters are established in the city where the Commission of the European Union has its headquarters. The current headquarters are at 24 rue Montoyer, boîte 10, 1000 Brussels, Belgium.

### **Art. 3 - Objective**

The European textile and clothing national industrial associations and European branch associations have entrusted EURATEX with their representation at European Union level and with the defence and promotion of their common interests. Through their participation, they pledge to cooperate actively and loyally with EURATEX and to contribute to its success in a spirit of openness and transparency. For its part, EURATEX pledges to take into account and to respect its members’ interests.

EURATEX is the spokesman for all its member organisations on matters of common interest.

Overall, its mission is:

3.1. To define and defend vis-a-vis the European Union’s and international authorities (e.g. WTO) measures aimed at promoting the international and domestic development, competitiveness and sustainable growth, primarily of the industry’s companies;

3.2. To monitor and contribute to the implementation of the bilateral and multilateral agreements signed by the European Union, in order to create equitable conditions of fair trade

and market access between the signatory countries and/or the respective stakeholders at sectoral level;

3.3. To foster alliances with related sectors (e.g. machinery manufacturers, chemical industry, distribution, etcetera.) in order to maximise synergies with them;

3.4. To develop and promote an effective innovation policy, in keeping with sustainability and flexibility, to include technical research, technology transfers, vocational training, etc;

3.5. To promote the image of a dynamic and forward-looking industry with public institutions, the media and economic decision-makers in general;

3.6. To provide the members with relevant information in order to facilitate decision-making;

3.7. And to carry out all activities which may generally contribute to the achievement of the objectives of a supranational nature set out in the paragraphs above.

## **CHAPTER II: MEMBERS, ADMISSION, RESIGNATION AND EXPULSION**

### **Art. 4 - Full members**

Full members are:

4.1. Integrated national textile and/or clothing industrial associations of European Union (hereafter EU) countries.

4.2. Textile/clothing European industrial branch associations of EU countries.

4.3. Integrated national textile and/or clothing industrial associations of EFTA countries or of countries with which the EU has a Customs Union.

### **Art. 5 - Associate members**

Associate members are:

5.1. Integrated national textile and/or clothing industrial associations of countries with which the EU has signed preferential or association agreements.

### **Art. 6 - Corresponding members**

Corresponding members are:

6.1. Companies or organisations representing sectors in, or connected with, the textile/clothing industry in EU countries, EFTA countries or countries with which the EU has a Customs Union;

6.2. Multinational manufacturing companies affiliated to a full member and with a European turnover in excess of 250 million Euros.

### **Art. 7 - Acceptance of new members**

7.1. The General Assembly has sole authority for acceptance of new members.

7.2. Applications for membership must be submitted in writing to the President at least two months before the General Assembly called upon to deliberate on the matter.

The request is to be accompanied by any and all information reasonably required by the Board, as later defined in Article 15 below for the Assembly to decide with full knowledge of the applicant member.

7.3. The General Assembly will base its decision, in particular, on the annual membership fee that the candidates can make to further EURATEX's objectives, as described in Article 3 of the present Statutes.

#### **Art. 8 - Resignation and expulsion of members**

Membership status shall be lost:

8.1. Upon notice of resignation addressed, at least six months before the close of the financial year, to the President by registered letter;

8.2. Upon expulsion pronounced by the General Assembly for any action deemed to be against EURATEX's interests, such expulsion to be recommended by the Board and to be justified to the membership in the notification convening the relevant General Assembly. The member whose expulsion is proposed will have the right to request the inclusion of such views as it considers appropriate in the notification made to the General Assembly. The member will have the right to attend and address the General Assembly before the expulsion is confirmed;

8.3. Upon failure to pay the annual membership fee within 6 months of the invoice date, unless there are exceptional circumstances notified according to the Internal Regulations provisions in writing to the President and accepted by the Board;

8.4. Members who resign or are expelled shall remain liable for annual membership fee due for the financial year in which membership terminates as well as any unpaid membership fees, but they shall not be entitled to any claim on EURATEX's assets.

#### **Art. 9 - Rights and Obligations of Members**

9.1. On condition that they have fulfilled all their obligations in conformity with the present Statutes, and in addition to the rights which the law confers upon them, full members have the following rights (on condition that they have respected their obligations):

- the right to vote at the General Assembly as set out in Article 13 of the present Statutes;
- the right to participate fully in all the Confederation's activities (meetings, working groups, conferences ... etcetera) and to designate for this purpose the person(s) responsible for representing them;
- the right to express their views on all the positions to be taken by the Confederation;
- the right to consult the EURATEX staff on all matters related to the Confederation's objectives.

9.2. Associate and corresponding members have the following rights:

- the right to participate fully in all the Confederation's activities ( meetings, working groups,, conferences, etcetera) and to designate for this purpose the person(s) responsible for representing them;
- the right to express their views on all the positions to be taken by the Confederation;

- the right to consult the EURATEX staff on all matters related to the Confederation's objectives.

### 9.3. All members must:

- Pay their annual membership fee as calculated according to the rules laid down by the General Assembly in conformity with the provisions of the present Statutes, with the criteria for their distribution as defined in the Internal Regulations and approved by the Board and the General Assembly;
- Respect the present Statutes, and specifically the code of conduct laid down in Chapter IX, Articles 22 and 23 of the present Statutes and as set out in the Internal Regulations;
- Inform EURATEX of any important developments concerning their sector (textile and/or clothing) in their country/branch (law, statistics, economy, trends, etcetera), as well as of their activities within the scope of the Confederation's objectives;
- Encourage their members/subsidiaries/ associates/ partners to acquaint themselves with the activities of the Confederation and to actively contribute to its activities through the member of the Confederation concerned.

9.4. Member associations which do not pay their annual membership fee according to provisions set in Article 8.3. of the present Statutes and provisions set in the Internal Regulations should be excluded from EURATEX by the General Assembly, according to article 11.3 of the present Statutes. The following provisions are also applicable:

- As soon as provisions on "Payment procedure and penalties" of the Internal Regulation are fully met, Member associations which do not pay their annual membership fee will lose their voting rights, if any, on all matters related to the EURATEX activities, except on the matters enumerated in the Internal Regulations, and this until its obligations in regard to the payment are fully met.
- A member continues to be liable for the payment of its annual membership fees until the resignation or ban becomes effective, according to Article 8 of the present Statutes.

9.5. A former member remaining liable for the payment of annual membership fees (art. 9.4) may be re-integrated or seeing its membership restored provided that all its dues, independently from the first annual membership fee, are fully paid. The request of the former member should be notified to the Vice-President Treasurer and accepted by the Board before being voted by the General Assembly, in coherence with the provisions set in the internal Regulations.

## **CHAPTER III: GENERAL ASSEMBLY**

### **Art. 10 - Composition**

The General Assembly is composed of all full and associate members. Corresponding members may be invited at the discretion of the Board.

### **Art. 11 - Competence**

The General Assembly is EURATEX's only authority in the matters defined hereafter:

- 11.1. Any amendment to the statutes;
- 11.2. The confederation's dissolution, in accordance with the legal provisions of the country of the confederation's headquarters;
- 11.3. The admission or expulsion of members;
- 11.4. The approval of the annual accounts;
- 11.5. The approval of the budget, the annual membership fees and the due dates of payment of such annual membership fee;
- 11.6. The waiver of any liability of the President and the Board;
- 11.7. The election of the Board which shall be on the basis of recommendations from the outgoing Board;
- 11.8. Any decision affecting the interests of the whole of the industry it represents under the provisions of Article 22 of the present Statutes;
- 11.9. Receipt of the Board's priorities for the following 12 months.

### **Art. 12 - Notification**

- 12.1. The General Assembly shall meet once a year, no later than June 30th.
- 12.2. Each General Assembly shall take place at the time, date and place indicated in the notice of the meeting, which must be sent at least four weeks prior to the meeting.
- 12.3. Should a full or associate member wish to include a specific item on the agenda, notification should be sent to the Board on receipt of the notification of a General Assembly by registered letter at least three weeks ahead of the date of such General Assembly.
- 12.4. Decisions shall be limited to items on the agenda, unless proposed, in exceptional circumstances, by the Board at the start of the General Assembly.
- 12.5. At the initiative of the Board or following a formal request duly justified and presented by full members accounting for over 25% of voting rights, any Extraordinary General Assembly may be convened provided that rules set out in Article 12.2, 12.3 and 12.4 of the present Statutes are fully respected.

### **Art. 13 - Voting rights**

- 13.1. EURATEX General Assembly will make every effort to reach a consensus on a position in conformity with provisions of Article 22 of the present statutes.
- 13.2. Full members shall have one vote per 10.000 Euros or part thereof of annual membership fee payable for the year in which the vote is to be cast. (i.e. up to 10.000 Euros – 1 vote; 10.001/20.000 Euros – 2 votes; etc ...).

13.3. Any decision submitted to a vote under the competencies of Articles 11.1, 11.2, 11.7 and 11.8 of the present Statutes must be taken by a 3/4<sup>th</sup> majority of votes in a meeting at which at least 2/3<sup>rd</sup> of total voting rights are present or represented provided that such representation is validated by a formal notification in written to the Board prior to the General Assembly.

13.4. Any decision, others than those identified under Article 13.3 of the present Statutes, shall be taken by a 2/3<sup>rd</sup> majority of voting rights present or represented.

#### **Art. 14 - Register**

14.1. The General Assembly's decisions shall be filed as minutes in a register of the confederation's actions and be signed by the President. The register shall be kept at the confederation's headquarters, where any member can consult it without removing it.

14.2. Any member or third party with a justifiable interest may request excerpts signed by the President of the Board.

### **CHAPTER IV: THE BOARD OF DIRECTORS**

#### **Art. 15 - Composition of the Board of Directors**

15.1 The Confederation's administration is carried out by a Board of Directors, hereafter ~~also~~ called "Board", representing the full members as defined in Article 4 of the Statutes. All full members have the right to have at least one Board member according to the level of their annual membership fee as laid down in the Internal Regulations. Among the Board members to be elected by the General Assembly, according to Articles 11.7 and 16.9 of the present Statutes and provision set in the Internal Regulations, there is: a President, two Vice-Presidents and a Vice-President Treasurer (each of whom to be from a full member). The Board may also count a maximum of three honorary Presidents (who must be former Presidents of EURATEX and be unanimously elected by the General Assembly under unanimous proposal from the Board)

15.2. A position on the Board will be held for two years and may be renewed. Except for the President, the Vice-Presidents and the Vice-President Treasurer, this term of office shall come to an end on June 30<sup>th</sup> of the second year of this term.

15.3. In the case of a vacancy arising, the Board shall nominate a substitute to complete the term of the departing Board member subject to confirmation by the next General Assembly.

#### **Art. 16 - Operation of the Board of Directors**

16.1. The Board meeting shall be convened by the President and, in case of default, by the Vice-Presidents, at least four times a year.

16.2. The Board's decisions shall only be deemed valid if a majority of its members are present or represented. A Board member may be represented by another member of the Board, but any member may only carry one proxy.

16.3. EURATEX Board of Directors will make every effort to reach a consensus on a position in conformity with provisions of Article 22.1 of the present Statutes. In the absence of a consensus, the Board's decisions must be approved by a majority of at least 2/3<sup>rd</sup> of the members present or represented, in accordance with provisions governing the voting rights as laid down in the Internal

Regulations. Except under exceptional circumstances, the Board shall not take decisions on issues which have not been brought to its notice in writing at least 15 days before its meeting.

16.4. If it is deemed necessary and in accordance with provisions set in Article 16.3 of the present Statutes and in the Internal Regulations, Board members may use their voting rights provided the full member they represent pays its annual membership fee, in full respect of the Internal Regulations provisions adopted by the General Assembly.

16.5. The President shall chair the Board meetings. In case of absence of the President he shall be replaced by one of the Vice-Presidents and should both the latter also be absent, by the Vice-President Treasurer.

16.6. Task Force leaders, as defined in Article 21 of the present Statutes, may be invited by the President to attend Board deliberations, if required by the agenda. Task Force leaders take part in the work in an advisory capacity.

16.7. The Board has full powers to decide upon any actions other than those for which the General Assembly is solely competent.

16.8. The Board, through its initiative or by recommendation, shall choose the general policy guidelines and orientations to achieve the confederation's goals.

16.9. Except for the provisions of Articles 8.2 and 22.3 of the present Statutes, the Board shall adopt the agenda of the General Assembly on the recommendation of the Director-General.

16.10. The Board shall propose to the General Assembly candidates for the positions of President, Vice-Presidents, Vice-President Treasurer and other Board members. For this purpose, the Board shall send a preliminary list of candidates to the full members no later than three weeks before the date of the General Assembly. Proposals from members will be taken into account in the final submission to the General Assembly, subject to the limitation in Article 15.1 of the present Statutes.

16.11. The Board has the power to nominate and remove the Task Force leaders.

16.12. The Board appoints and removes the Director General on the proposal of the President and specifies the conditions of employment of the Director General.

16.13. The Board may nominate any person with a responsibility for a specific goal in accordance with the objectives of the association. It shall monitor the nominated person's management and actions.

16.14. The Board adopts the proposal for annual budget and for the annual membership fees to be proposed for final approval to the General Assembly.

16.15. Without prejudice to matters of day-to-day management or of other cases for which provision is made in the present Statutes, the Board represents the Confederation vis-a-vis third parties and also as plaintiff or defendant in legal proceedings. It may delegate these powers to the Director-General, jointly with the President or with any other person, Board member or not.

#### **Art. 17 - Termination of Board of Directors members' functions.**

17.1. A member of the Board of Directors is free to resign at any time by sending a registered letter to this effect to the Board. In order not to prejudice the Confederation, a member of the

Board who has given notice of his resignation shall continue in office until replaced by the General Assembly.

17.2. Even though elected for a fixed term of office, a Board member may be removed from office at any time by the General Assembly. The removal from office of a Board member shall be decided by the General Assembly (if necessary convened as an Extraordinary General Assembly) by a majority of two-thirds of votes of members present or represented, following a proposal from the Board.

17.3. Unless the General Assembly decides otherwise by a simple majority vote, any member of the Board representing a full member who resigns or is expelled from the Confederation is also considered to have resigned or have been dismissed from his position as a member of the Board.

17.4. In all cases, every decision relating to the nomination, the dismissal or the termination of functions of members of the Board must be appended to the file held in the international non-profit-making association's name, by the Federal Public Justice Service; their availability to third parties will also be subject to the rules on public information laid down in the relevant Belgian legal provisions.

## **CHAPTER V: THE PRESIDENT AND THE VICE-PRESIDENTS**

### **Art. 18 - The President and Vice-Presidents**

18.1. The President and the Vice-Presidents shall be elected by the General Assembly. Their term of office shall be two years, renewable once. This term of office shall come to an end on December 31<sup>st</sup> of the second year of this two year term.

18.2. The President who must be an executive of an industrial firm in the sector represents the Confederation in all official circumstances in line with the directives of the Board.

18.3. The President is assisted by two Vice-Presidents who should also be executives of an industrial firm, one of whom should be from the alternative sector to that of the President, sector referring to textile or clothing. The President may, at his own discretion, delegate his representational role to the Vice-Presidents or, in specific cases, to the Director-General.

18.4. The President chairs the General Assembly; in case of absence this role is carried out by one of the Vice-Presidents and should both be absent, by the Vice-President Treasurer.

18.5. The President ensures that the Confederation is properly managed and reports to the Board.

## **CHAPTER VI: THE VICE-PRESIDENT TREASURER**

### **Art. 19**

19.1. The Vice-President Treasurer is elected by the General Assembly for a term of two years renewable once. This term of office shall come to an end on December 31<sup>st</sup> of the second year of this two year term.

19.2. The Vice-President Treasurer sets out and controls the internal accounting procedures.

19.3. The Vice-President Treasurer prepares, in cooperation with the Director General, the annual budget and submits it to the Board.

19.4. The Vice-President Treasurer monitors the execution of the budget and annually presents to the General Assembly the results of the previous financial year, as well as the balance sheet at the previous year's end. The financial year shall end on December 31st each year.

19.5. The Vice-President Treasurer proposes to the Board the basis of the members' annual membership fees.

## **CHAPTER VII: SECRETARIAT**

### **Art. 20**

20.1. In all matters relating to its day-to-day management, the Confederation is officially represented in relation to third parties by a Director-General who shall operate according to the Board's directives.

20.2. The duration of the mandate of the Director General is not fixed unless otherwise decided by the Board and his employment contract is governed by Belgian Law.

20.3 The Board shall entrust the Director General with all the powers necessary for the daily management of the confederation in the widest sense, in particular but not exclusively including:

20.3.1. Payments to postal, telegraph and telephone administrations and railways and airline companies,

20.3.2. The opening of accounts in post offices and banks,

20.3.3. The signature of any bank and similar documents, after formal written authorisation by the Vice-President Treasurer for amounts in excess of the limits laid down in the Internal Regulations,

20.3.4. The payment of staff and all related obligations (implementation of social and fiscal laws, etcetera),

20.3.5. The acquisition of the necessary equipment and supplies to accomplish the secretariat's operations,

20.3.6. Undertakings towards third parties directly related to such operations,

20.3.7. Any operations for which the Director General has received a specific mandate from the Board.

20.4. The Director General acts as secretary of the Board and prepares the agenda for its meetings in consultation with the President.

## **CHAPTER VIII: TASK FORCES**

### **Art. 21 - Task Forces**

21.1. The Board may decide to create Task Forces whose mission is to prepare strategic recommendations, in their areas of competence, to be submitted to the Board which shall make decisions in the framework of its competencies defined in Article 16 of the present Statutes.

21.2. Task Force leaders are appointed by the Board and their term is three years renewable at the Board's option.

21.3. Task Forces shall decide their working methods in cooperation with the Director General.

## **CHAPTER IX: CODE OF CONDUCT**

### **Art. 22 - Code of conduct**

22.1. Generally, EURATEX and its full members shall be committed to adopting unanimously the most important policy and strategy decisions of common interest.

22.2. Full members shall advise EURATEX, of their intention (prior to the commencement of any action with European authorities and to the extent that such disclosure does not jeopardize the interests of the firms concerned) if the proposed action has any implication for the general interests of the industry represented by EURATEX. EURATEX shall forthwith initiate the necessary consultations among the parties directly or indirectly concerned and, in case of disagreement, shall endeavour to find a consensus.

22.3. Should there be no consensus within 30 days of notification, EURATEX may convene an Extraordinary General Assembly under the provisions of Article 12.5 of the present Statutes and submit the dispute to a vote according to the procedures laid down in Articles 13.3 and 13.4 of the present Statutes.

22.4. In no case, and whatever the outcome of the vote is, shall EURATEX prevent the action envisaged by one of its members'. However, EURATEX may submit to the competent authorities the duly justified opinion of the majority.

### **Art. 23**

Members and EURATEX jointly pledge not to express themselves publicly on cases of internal differences or, more generally, contrarily to the policies supported by EURATEX and approved by a majority of members as defined in Article 13, other than allowed in Article 22 of the present Statutes.

## **CHAPTER X: OTHER PROVISIONS**

### **Art. 24 - Internal Regulations**

The Board will submit a set of Internal Regulations for approval by the General Assembly. These regulations will set out all those provisions which are not governed by the present Statutes.

The Board must approve any modification to the Internal Regulations by a simple majority of voting rights present and represented prior to ratification by the General Assembly by a qualified majority of 2/3<sup>rd</sup> of voting rights present and represented.

**Art. 25 - Winding-up**

Any property remaining after the payment of the debts and liabilities of the confederation in a winding-up or dissolution of the confederation shall not be paid to or distributed among its members, but shall be transferred to some other institution or institutions, selected by the members prior to dissolution, having objects similar to those of the confederation and which also prohibits the distribution of income or profits to members. If and to the extent that this cannot be achieved, surplus property remaining in the circumstances described above shall be applied to some charitable cause agreed by the General Assembly.

**Art. 26 Applicable law**

Any matter not covered by the present statutes is governed by the relevant provisions in Belgian Law.

Brussels, 29th May 2013

---